

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2022 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION DST/22-09-2022/Q11

Date de convocation : 16 Septembre 2022

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoint au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. BALEDENT Matthieu, M. HISBERGUE Antoine (à partir de la Question 5), M. ROUSSEAU JérémY, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

M. BONIFACE Didier : procuration à M. POULAIN Bernard
M. RIQUET Alain : procuration à M. MARIN Yves
Mme DAUCHET Martine : procuration à Mme THUILLEZ Martine
M. DEVIENNE Marc : procuration à M. CHMIELEWSKI Dominique
M. DECALION Ismaël : procuration à M. BRICOUT Frédéric
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie
Mme MATON Audrey : procuration à Mme PLUCHART Claudine
Mme CAILLAUX Céline : procuration à Mme CHATELAIN Nathalie
M. BRULANT Damien : procuration à M. ROUSSEAU JérémY

Membre absent :

M. HISBERGUE Antoine (jusqu'à la Question 4),

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

OBJET : OCCUPATION DE LOCAUX AUX ATELIERS CULTURELS PAR LE CDG59

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose :

Pour permettre au Pôle de Prévention Santé Travail du CDG59 d'exercer ses missions aux bénéfices des agents de la Ville et du CCAS de Caudry, ainsi que des collectivités du secteur adhérentes aux services de prévention du Centre de Gestion, la Commune de Caudry souhaite mettre à disposition

Envoyé en préfecture le 23/09/2022

Reçu en préfecture le 23/09/2022

Affiché le

SLD

ID : 059-215901398-20220922-DEL220922_Q11-DE

des locaux situés aux Ateliers Culturels et décrits dans la Convention ci-jointe (deux bureaux, un couloir pour la salle d'attente et la partie réfectoire le temps du midi au besoin).

L'estimation d'utilisation par le Centre de Gestion est de 6 à 8 jours dans le mois.

La mise à disposition entraînera le paiement d'un forfait mensuel s'élevant à 200,00€, avec annualisation de la facturation.

En conséquence, Monsieur DOYER demande au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à mettre à disposition moyennant la somme mensuelle de 200 euros, les locaux décrits au profit du CDG59 et à signer la convention ci-jointe.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT

CONVENTION D'OCCUPATION DE LOCAUX SITUES A CAUDRY

ATELIERS CULTURELS RUE JACQUARD

ENTRE :

La Commune de Caudry représentée par son Maire, Monsieur Frédéric BRICOUT ou son représentant,

D'UNE PART,

ET

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord, représenté par son Président, Monsieur Eric DURAND,

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 – Locaux d'occupation

1)- Désignation

La commune de CAUDRY met à disposition du Pôle de prévention du CDG59, le local ci-dessous désigné :

Les Ateliers Culturels comprenant 2 bureaux de consultation, une salle d'attente et un WC d'une superficie totale de 60 m2, situé 21 rue Jacquard -59540 CAUDRY afin de permettre au médecin de prévention, aux l'infirmier.ères en santé travail, aux psychologues, assistante sociale et agents chargés de la fonction d'inspection du CDG59 d'y organiser des visites médicales, aménagée selon les caractéristiques décrites par l'annexe technique de l'arrêté du 12 janvier 1984, relatif aux locaux et à l'équipement des services médicaux du travail :

- Préciser les jours d'occupation pour le Cdg59

2)- Destination

Les lieux sont destinés à permettre au Pôle de Prévention Santé Travail du CDG59 d'exercer ses missions au bénéfice des agent.es de la Ville et du CCAS de CAUDRY et des collectivités du secteur adhérentes aux services de prévention du centre de gestion.

3) – Modalités pratiques

2 jeux de clés seront mis à disposition des professionnels du CDG59. Elles devront être restituées à la Ville de CAUDRY à la fin de la mise à disposition des locaux.

ARTICLE 2 – Durée d’occupation et reconduction

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable par reconduction expresse pour une durée identique.

La reconduction expresse sera formalisée par lettre recommandée avec accusé de réception du CDG 59 dans un délai de 3 mois avant le terme de la convention.

ARTICLE 3 – Redevance

L’occupant réglera une redevance annuelle de 2400 Euros pour l’occupation des locaux désignés ci-dessus. La redevance d’occupation est exigible au 1er novembre de chaque année.

La redevance pourra être révisée en fonction de l’Indice de Référence des Loyers.

Chaque année sera adressé au preneur un courrier reprenant le détail du calcul de l’augmentation de la redevance.

La redevance due à au titre de l'année écoulée est calculée au prorata de la durée d'occupation ou établie sous forme de forfait

ARTICLE 4 – Obligations à la charge de l’occupant

Alinéa 1

Toute modification éventuelle des lieux ne pourra intervenir que sur accord préalable et exprès de la Ville.

Les aménagements effectués par l’occupant resteront la propriété de la Ville.

L’occupant s’engage à ne prétendre à aucune indemnité à ce sujet lors de son départ.

Alinéa 2

La présente convention est strictement personnelle.

L’occupant ne pourra céder ses droits, ni sous-louer, ni sous-traiter pour l’exécution d’aucun service sous peine de résiliation immédiate.

Alinéa 3

L’occupant s’engage à souscrire toutes assurances (pénale et civile) couvrant sa responsabilité pour les risques inhérents à son activité couvrant son matériel et mobilier, ainsi qu’une assurance risque locatif au titre de l’occupation des lieux et à en produire toutes justifications sur simple demande de la Ville, notamment au jour de la signature de la présente.

L’occupant sera entièrement et exclusivement responsable, tant envers la Ville de CAUDRY qu’envers le tiers, de toutes les conséquences dommageables ou autres que pourrait entraîner le bénéfice de la présente autorisation. Les frais non couverts par l’assurance seront à la charge de l’occupant.

En aucun cas, la Ville ne pourra être appelée en cause dans les procès que l'occupant aurait à soutenir contre des tiers, quels que soient les motifs, la nature et l'origine de ces procès.

Alinéa 4

L'occupant prendra toutes dispositions afin d'éviter tout accident dont la ville dégage sa responsabilité.

ARTICLE 5

Chaque fois que la continuité du service public l'exigera, l'occupant devra faciliter les interventions qui pourraient être prescrites par la ville de CAUDRY dans les lieux occupés.

ARTICLE 6 – FIN DE LA CONVENTION

La présente autorisation est révocable à toute époque au gré de la Ville ou de l'occupant, avec un préavis d'un mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que l'occupant puisse se prévaloir d'une indemnité.

La présente convention sera révoquée de plein droit par l'Administration municipale, avant son expiration et sans préavis, ni indemnité pour l'occupant, dans les cas suivants :

- 1 Infraction ou inexécution répétée des clauses et des conditions imposées ci-dessus à l'occupant,
- 2 Retard de plus de 3 mois dans le paiement d'un terme échu de la redevance,
- 3 Pour un motif d'intérêt général tel que des travaux impérieux touchant l'utilité publique ou la sécurité.

Si à l'expiration du délai fixé, l'occupant, qui s'engage expressément à pourvoir à son relogement, ne libérerait pas volontairement les lieux, il serait astreint au paiement d'une indemnité de 100 Euros (cent euros) par jour de retard sans préjudice des droits de la Ville pour termes échus, dommages, intérêts et frais.

ARTICLE 7

La ville prendra à sa charge les abonnements et les consommations suivantes : chauffage, électricité, maintenance chauffage, vérification réglementaire ERP, entretien des extincteurs, traitement des nuisibles, nettoyage des locaux et eau, connexion internet.

ARTICLE 8

La ville de CAUDRY se réserve le droit de visiter les lieux occupés.

ARTICLE 9

Les parties déclarent donner compétence au Tribunal Administratif de Lille pour ordonner l'expulsion de l'occupant en application des dispositions de l'article 5 susvisé et pour connaître de toutes

difficultés auxquelles pourra donner lieu l'application de la présente convention à défaut de règlement amiable.

ARTICLE 10

La présente convention entrera en application à compter du 1^{er} septembre 2022.

Deux annexes sont adossées à cette convention :

- l'état des lieux d'entrée
- la liste du matériel mis à demeure par le Cdg59

Fait en deux exemplaires à , le

Le Président du CDG59,

La Maire,